

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

AMR 37/007/2013

AILRC-FR

29 juillet 2013

### **Honduras. Amnesty International condamne les récents homicides de personnes œuvrant en faveur de la justice, de l'égalité et des droits humains**

C'est avec indignation et une grande inquiétude qu'Amnesty International a appris que la juge Mireya Efigenia Mendoza Peña a été tuée. Il s'agit de la troisième personne influente agissant en faveur des droits humains au Honduras dont Amnesty International apprend la mort par homicide en moins de deux semaines.

Mireya Efigenia Mendoza Peña, 42 ans, a été tuée mercredi 24 juillet aux alentours de midi à El Progreso, dans le département de Yoro. Alors qu'elle se trouvait au volant de son véhicule, des motards armés ont tiré une vingtaine de coups de feu dans sa direction, visant sa tête à plusieurs reprises. Juge d'un tribunal de première instance d'El Progreso, Mireya Efigenia Mendoza Peña faisait partie, pour la période 2012-2014, de l'équipe de direction de l'Asociación de Jueces por la Democracia (AJD), une association de juges dont elle était membre. Il s'agit d'une organisation non gouvernementale qui cherche à renforcer le système judiciaire au Honduras.

Dimanche 21 juillet, trois jours à peine avant la mort de Mireya Efigenia Mendoza Peña, le corps d'Herwin Alexis Ramirez Chamorro, 24 ans, également connu sous le nom d'« Africa Noxema Howell », avait été retrouvé au bord de la rivière López Bonito à La Ceiba, dans le département d'Atlántida. Le cadavre présentait de nombreuses blessures par balles et d'autres provoquées par une arme blanche. Transgenre afro-hondurien, Herwin Alexis Ramirez Chamorro était un meneur actif au sein de sa communauté et il travaillait bénévolement pour diverses organisations de La Ceiba, comme l'Organización Prounión Ceibeña (OPROUCE), qui agit pour la prévention de la transmission du VIH et en faveur des droits des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI), et l'Organización de Desarrollo Étnico Comunitario (ODECO), qui œuvre pour le développement des populations afro-honduriennes.

La même semaine, le 15 juillet à midi, Tomás García, 49 ans, responsable indigène, membre éminent du Conseil civique d'organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH) et adjoint du maire de sa communauté a été tué de trois balles par l'armée au cours d'une manifestation pacifique à Río Blanco, dans le département d'Intibucá. Son fils de 17 ans, qui avait été blessé, est désormais hors de danger. Un soldat a été arrêté à la suite de ces événements.

Depuis avril, les populations lencas de Río Blanco manifestent contre un projet hydroélectrique visant les terres sur lesquelles elles vivent depuis des siècles. Ces personnes affirment ne pas avoir été consultées de façon adéquate. Ces communautés appartiennent au COPINH, qui défend les droits des populations indigènes et agit pour la protection des ressources naturelles et du territoire.

Amnesty International condamne ces homicides et appelle les autorités honduriennes à ouvrir sans délai, pour chacune de ces morts, une enquête impartiale et efficace qui envisage les mobiles pouvant en être à l'origine, et à traduire en justice les auteurs et responsables présumés de ces faits.

Il faut de toute urgence protéger les personnes qui défendent l'égalité et la justice et luttent contre l'impunité au Honduras. À cette fin, il est indispensable de renforcer le système judiciaire du pays dans un cadre de transparence et de respect de l'état de droit et des droits humains.